

Déclaration de la Banque Mondiale à la Table Ronde de la CEMAC

M. Gilbert ONDONGO, Ministre d'État, Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Portefeuille Public de la République du Congo et Président du Comité de Pilotage du PREF-CEMAC.

Professeur Daniel ONA ONDO, Président de la Commission de la CEMAC

M. Abbas Mahamat TOLLI, Gouverneur de la Banque des États de l'Afrique Centrale

M. Fortunato OFA MBO NCHAMA, Président de la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale,

Mesdames et Messieurs les Ministres

Mesdames et Messieurs les représentants des partenaires techniques et financiers,
Distingués invités,

C'est avec un grand plaisir que je prends la parole devant vous à l'occasion de la table-ronde sur les projets intégrateurs de la CEMAC.

Le Groupe de la Banque mondiale, comme vous le savez, soutient de longue date les efforts pour renforcer l'intégration de la région CEMAC. Ce soutien a pris un accent particulier à la suite de la baisse des prix du pétrole en 2014, quand nous avons soutenu les efforts de la région à mettre en œuvre un ambitieux Programme de réformes économiques et financières. Nous avons en particulier apporté un soutien direct aux institutions financières de la CEMAC et avons produit un nombre important de travaux analytiques pour soutenir la définition d'un agenda de réformes, en particulier en matière d'intégration et d'approfondissement du marché financier, ainsi que du commerce intrarégional, notamment pour les produits agricoles.

Devant la nouvelle donne qu'est la pandémie de la COVID-19 et ses chocs et vagues qui continuent encore sous nos yeux, Il est essentiel de poursuivre les efforts pour renforcer l'intégration régionale. En effet, cette dernière sera l'un des moteurs du

redémarrage de l'activité économique et de la création d'emplois. A cet égard, je suis heureux de confirmer le soutien du Groupe de la Banque mondiale à deux des projets intégrateurs prioritaires :

- Tout d'abord, le connecteur électrique Tchad-Cameroun. Notre conseil d'administration a approuvé au mois de juin 2020, un soutien total de la Banque mondiale à hauteur de 385 millions de dollars américains. La Banque mondiale s'engage ainsi aux côtés d'autres partenaires, la Banque Africaine de Développement et l'Union Européenne, dans ce projet majeur qui va permettre de poser les fondements de la création d'un marché énergétique régional. En permettant d'accroître l'accès à une énergie moins chère, il va permettre de soutenir la croissance et la création d'emplois, et ainsi de réduire la pauvreté. Cela a été bien rappelé notamment par les Ministres MEY et NGILLIN lors de leurs interventions hier.
- Ensuite, le corridor de transport Tchad-Cameroun, qui comprend un volet rail et un volet routier. Son volet routier contribuera à la réhabilitation de l'axe Ouesso – Bangui – N'Djamena, notamment le segment N'Djamena – Moundou. Il s'agit ici de faciliter la circulation des biens et des personnes sur cet axe important en permettant une réduction du temps et du coût du transport. Nous espérons pouvoir présenter le projet à notre conseil d'administration pour approbation d'ici le printemps. Permettez-moi d'être d'accord avec les autorités de la CEMAC que pour recueillir le fruit de la modernisation des infrastructures de transport, il est particulièrement important d'adopter des mesures d'accompagnement pour faciliter la traversée des frontières, réduire les contraintes administratives et les barrières non-tarifaires.

Au sujet des réformes, et à la demande des autorités de la région, le FMI et la Banque mondiale ont préparé conjointement une note suggérant des réformes prioritaires pour la seconde génération du programme de réformes économiques et financières de la CEMAC.

Nos recommandations mettent en particulier l'accent sur quatre points :

1. Premièrement, l'amélioration de la gouvernance notamment la qualité de la dépense publique, y compris l'investissement public.
2. Deuxièmement, la meilleure gestion des entreprises publiques. Par exemple, l'ouverture à la concurrence des secteurs actuellement dominés par les entreprises publiques contribuera à réduire les coûts et à améliorer la qualité

des services d'infrastructure aux entreprises, notamment dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications.

3. Troisièmement, le développement des marchés financiers, et l'inclusion financière.
4. Quatrièmement, le renforcement de l'intégration régionale. Celle-ci passe par la convergence économique qui demande le maintien d'une gestion macroéconomique saine et des politiques budgétaires prudentes. Elle passe aussi par la continuation des efforts en cours pour la modernisation des administrations douanières. À l'heure actuelle, le coût du commerce transfrontalier dans la CEMAC est parmi les plus élevés au monde. Il faut soutenir la facilitation des échanges conformément à la Convention de Kyoto de l'Organisation Mondiale du Commerce, renforcer la capacité du personnel des douanes à utiliser les nouvelles technologies numériques et mettre en œuvre des pratiques modernes d'inspections fondées sur les risques.

En effet, comme déjà mentionné par notre Vice-Président Régional, Monsieur Ousmane Diagana, la construction des infrastructures devra s'accompagner de réformes structurelles pour que ces projets d'infrastructure délivrent leur dividende en termes d'intégration régionale plus forte, une croissance plus rapide et plus inclusive, créatrice d'emplois.

Je souhaiterais enfin réaffirmer l'entière disponibilité et l'engagement des équipes du Groupe de la Banque mondiale pour soutenir les efforts d'intégration régionale dans la région CEMAC et saluer la mobilisation des partenaires de la CEMAC au cours de cette table-ronde.

Je vous remercie de votre aimable attention.